

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles

**OBJET : Affaires générales / Adoption du règlement intérieur****Exposé des motifs :**

Le code général des collectivités territoriales prévoit en son article L.2121-8 l'obligation pour les conseils municipaux des communes de 1 000 habitants et plus (et collectivités assimilées) de se doter d'un règlement intérieur. Celui-ci doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau.

Le contenu du règlement intérieur a vocation à fixer des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Après installation de nos instances en date du 22 septembre dernier, il est proposé d'adopter sans attendre le règlement intérieur de la collectivité, tel que joint en annexe à la présente décision.

Par rapport à la version antérieure adoptée par décision du 28 mars 2019, des correctifs et précisions sont proposés, notamment en lien avec les dernières modifications statutaires et l'adhésion de nouveaux membres :

- Préambule : précisions sur la forme juridique du syndicat,
- Chapitre I - Réunion du comité syndical : précisions sur les personnes non membres invitées aux séances, sur les modalités de convocations dématérialisées, sur la tenue du secrétariat de séance, la tenue du débat d'orientation budgétaire et sur les conditions spécifiques de déroulement de la séance d'approbation du compte administratif,
- Chapitre II - Réunion du collège « membres fondateurs » : rajout de ce chapitre renvoyant à l'article 12.2 des statuts et prévoyant notamment la faculté d'organiser les réunions en visio-conférence,
- Chapitre III - Réunion du collège « Continuité écologique gave de Pau » : rajout de ce chapitre renvoyant à l'article 13.2 des statuts et prévoyant notamment la faculté d'organiser les réunions en visio-conférence,
- Chapitre IV - Réunion du bureau : correctif renvoyant à l'article 14.2 des statuts,
- Chapitre V - Réunion des commissions intérieures : précisions sur la composition des commissions conformément aux statuts,
- Chapitre VI - Modes de vote : correctif concernant la transcription au compte rendu de séance
- Chapitre VII - Dispositions générales : sans changement

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE**Article 1**

- D'approuver le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



REGLEMENT INTERIEUR

Règlement intérieur de l'établissement public territorial de bassin
Institution Adour

Adopté par délibération n° 121/2021

Objet

Le présent règlement a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement interne des instances de l'établissement.

Siège

L'établissement public territorial de bassin a son siège officiel à Mont-de-Marsan.
L'adresse postale de l'établissement public territorial de bassin est la suivante :
38 rue Victor Hugo
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Forme juridique

L'établissement public territorial de bassin est un syndicat mixte ouvert au sens de l'article L.5721-2 du code général des collectivités territoriales puisqu'il est composé de Départements, Régions, EPCI-FP et syndicats mixtes fermés. Son fonctionnement obéit aux règles du code général des collectivités territoriales et notamment aux articles L.5721-1 et suivants ainsi qu'aux articles L.5211-12 à L.5211-14.

CHAPITRE I - REUNION DU COMITE SYNDICAL

Article 1. Périodicité des séances et convocation

Le comité syndical, organe délibérant du syndicat mixte, se réunit à l'initiative de son président, au moins 2 fois par an, dans un lieu choisi par le président sur le bassin de l'Adour et de ses affluents.

Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Le préfet coordonnateur de bassin (ou son représentant) ainsi que le directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne, ou son représentant de la délégation Adour et côtiers de Pau, ainsi que le président de la Région Occitanie (ou son représentant) sont invités à assister aux séances, ainsi que les services des collectivités membres de l'établissement et le payeur départemental.

Article 2. Tenue des séances

Les règles de fonctionnement des réunions du comité syndical sont celles prévues à l'article 11.2 des statuts.

Convocation

Elle est adressée à chaque délégué syndical et suppléant de manière dématérialisée sous quelque forme que ce soit, ou si les délégués en font la demande expresse, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse (art. L.2121-10 du CGCT).

Présidence

Le comité syndical est dirigé par le président. En cas d'absence du président, cette fonction peut être provisoirement exercée par un vice-président, ceci dans l'ordre des nominations du bureau.

Le président ouvre et lève les séances. Il vérifie le quorum avec l'aide des services et préside les débats. Il donne connaissance à l'assemblée des communications qui la concernent et appelle successivement les affaires qui figurent à l'ordre du jour de la séance.

Pour ce faire, le président présente les dossiers ou peut faire appel aux services ou aux rapporteurs des commissions à présenter leurs rapports. La discussion suit immédiatement, à moins que l'assemblée ne décide le report à une autre séance. Le président met au vote les propositions et les délibérations, décompte les scrutins puis en proclame les résultats.

Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Président du comité syndical désigne un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du compte rendu de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du président et restent tenus à l'obligation de réserve.



Débat d'orientation budgétaire

Un débat a lieu sur les orientations générales du budget de l'exercice et les engagements pluriannuels dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Compte administratif

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le comité syndical élit un président de séance qui ne peut être le président en exercice.

Dans ce cas, le président du syndicat peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président en exercice n'est alors pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Vœux, motions et amendements

Tout vœu ou toute motion ne peuvent être lus et mis en discussion au sein de l'assemblée que s'ils ont été remis au président avant l'ouverture de la séance.

Tout délégué peut présenter des amendements aux propositions soumises au vote. L'amendement doit être rédigé par écrit et remis au président avant la discussion générale. Il est également distribué aux délégués présents. Si l'amendement est présenté au cours d'une discussion, l'assemblée décide s'il convient de statuer immédiatement ou de le renvoyer en commission ou à la prochaine séance. En cas de partage des voix, le renvoi n'est pas ordonné.

Les amendements sont mis au vote avant le texte principal. Ceux qui s'en éloignent le plus sont soumis au vote avant les autres. S'il y a doute, l'assemblée est consultée sur la priorité. Les sous-amendements éventuellement présentés sont soumis au vote avant l'amendement auquel ils se rattachent.

Prise de parole des délégués membres

Le président a seul la police de l'assemblée. Il dirige les débats. Aucun délégué ne peut intervenir sans s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole au président. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes.

Si un orateur s'écarter de la question, le président l'y rappelle. Si le délégué rappelé à l'ordre ne se soumet pas à la décision, la séance peut être suspendue ou même levée. Seul le président peut autoriser une suspension de séance, ceci dans la limite de 2 suspensions par séance, à moins que la demande ne soit exprimée par le quart des membres présents.

Intervention de personnes qualifiées extérieures

Le président peut demander à entendre des personnes qualifiées extérieures (experts, fonctionnaires, etc...) afin d'éclairer l'assemblée sur certains sujets.

Accès et tenue du public

Les séances du comité syndical sont publiques. Elles sont annoncées et publiées sur le site internet du syndicat mixte. Le public, les représentants de la presse ainsi que les personnes qualifiées extérieures autorisées peuvent occuper les places qui leur sont réservées dans la salle. Ceux-ci doivent observer le silence durant toute la durée de la séance.

Le tiers des délégués ou le président peuvent demander la tenue d'une séance à huis clos. Dans ce cas, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.



Aucune personne étrangère à l'assemblée, autre que le Préfet coordonnateur de bassin (ou son représentant), le directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne, ou son représentant de la délégation Adour et côtiers de Pau, le président de la Région Occitanie (ou son représentant), les services des collectivités membres, le payeur départemental ainsi que les personnes qualifiées extérieures invitées, ne peut, quel qu'en soit le prétexte, s'introduire dans l'enceinte réservée au comité syndical.

Vote

Le président prononce la clôture des débats après avoir consulté l'assemblée et procède au vote. En cas d'égalité des votes la voix du président est prépondérante. Les différents modes de vote sont décrits au chapitre VI du présent règlement.

Police intérieure

Il est interdit de prendre, demander la parole ou d'intervenir pendant un vote. Le président peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre des séances et le cas échéant recourir à la force publique en cas de trouble manifeste du public.

Délibérations

Les délibérations du comité syndical sont transmises aux collectivités membres dès la première séance qui suit leur adoption. Elles sont intégrées au compte-rendu tel que ci-dessous et sont consignées au sein d'un registre dématérialisé et tenues à disposition du public sur le site internet du syndicat mixte.

Comptes-rendus

Les projets de comptes-rendus des séances sont rédigés par le président et soumis pour approbation lors du comité syndical suivant. Ils contiennent éventuellement les avis des commissions, les noms des délégués qui ont pris part à la discussion, ainsi que le compte-rendu de leurs interventions et les délibérations.



CHAPITRE II - REUNION DU COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

Les règles de fonctionnement des réunions du collège « membres fondateurs » sont celles prévues à l'article 12.2 des statuts.

Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunions peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès-verbal mentionnant les présents et votants assistant à la réunion.



CHAPITRE III - REUNION DU COLLEGE « CONTINUITE ECOLOGIQUE GAVE DE PAU »

Les règles de fonctionnement des réunions du collège « continuité écologique gave de Pau » sont celles prévues à l'article 13.2 des statuts.

Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunions peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès-verbal mentionnant les présents et votants assistant à la réunion.



CHAPITRE IV - REUNION DU BUREAU

Les règles de fonctionnement des réunions du bureau sont celles prévues à l'article 14.2 des statuts.

Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunions peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès-verbal mentionnant les présents et votants assistant à la réunion.



CHAPITRE V - REUNION DES COMMISSIONS INTERIEURES

Article 3. Dispositions communes aux commissions

Pour l'étude des affaires qui leur sont soumises et la préparation des avis et décisions qui incombent aux assemblées de l'établissement, sont créées des commissions de travail.

Ces commissions de travail, dont le président est membre de droit, sont au nombre minimal de 2 :

- la commission des travaux, composée de 8 membres,
- la commission des finances, composée de 8 membres,

Chaque commission (sauf la commission d'appel d'offres et la commission de délégation de service public qui obéissent aux règles définies dans le décret 2016-360 du 25 mars 2016 et le code général des collectivités territoriales) comporte un président. Le renouvellement des commissions intervient à la même date et dans les mêmes conditions que le renouvellement et l'installation de l'assemblée du syndicat mixte.

Le président du syndicat mixte saisit les commissions des affaires à traiter.
Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunions peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès-verbal mentionnant les présents assistant à la réunion.

A l'issue des études préparatoires, les commissions arrêtent un avis et approuvent le rapport qui sera présenté en leur nom au comité syndical, ou le cas échéant au bureau.

Article 4. Commission d'appel d'offres et commission de délégation de service public

Ces commissions, sont constituées conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 et au code général des collectivités territoriales.

Article 5. Désignation des délégués membres des commissions

Les délégués membres des commissions sont élus parmi les membres du collège « membres fondateurs ». En cas de vacance de poste, un remplaçant est désigné par le comité syndical sur la même base.

Article 6. Tenue des réunions

Les commissions se réunissent à la demande du président pour étudier et préparer les questions à l'ordre du jour du comité syndical. Elles peuvent en outre se réunir aussi souvent que nécessaire à la demande du président.

Les séances des commissions ne sont pas publiques. Les commissions statuent à la majorité des délégués membres présents. Elles peuvent entendre des personnes qualifiées (experts, fonctionnaires, ...) afin d'éclairer leurs travaux.

Article 7. Constitution de groupes de travail

Lorsque la nature d'une affaire qui lui est soumise l'exige, le comité syndical peut décider la constitution d'un groupe de travail spécialisé et temporaire dont il détermine la composition et la mission.



CHAPITRE VI - MODES DE VOTE

Le vote sur les questions soumises aux délibérations du comité syndical, du bureau et des commissions intervient de trois manières : à main levée, au scrutin public et au scrutin secret.

En début de séance, le comité syndical ou le bureau pourra, sur proposition du président, nommer un (ou plusieurs) délégué(s) afin de remplir les fonctions de secrétaire(s) de séance et ainsi assister le président lors des votes.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'entrent pas en compte dans le calcul de la majorité.

En cas de partage des voix dans un vote à main levée ou au scrutin public, la voix du président est prépondérante.

Si le président ne vote pas et que les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

Vote à main levée

Le vote à main levée est le mode de vote ordinaire. Le résultat est constaté par le président qui compte, au besoin, le nombre de votants pour et contre.

Il est toujours voté à main levée sur la question préalable, l'ordre du jour, les rappels au règlement, les demandes de priorité, d'ajournement, de renvoi, de clôture de la discussion, sauf si le tiers des membres présents à la séance demande un vote par scrutin public ou scrutin secret.

Vote par scrutin public

Le scrutin public est de droit lorsque le tiers des membres présents à la séance le demande.

Pour être recevable, la demande de scrutin public doit être faite par écrit et déposée entre les mains du président. Les noms des signataires sont inscrits au compte-rendu de séance.

Le scrutin public se déroule dans les formes suivantes :

- chaque délégué exprime son vote sur un bulletin et signe son bulletin. Les bulletins sont ensuite ramassés. Lorsque le président s'est assuré que tous les délégués présents ont voté, il prononce la clôture du scrutin. Il procède ensuite au dépouillement puis proclame les résultats.
- il peut également être procédé au scrutin public par appel nominal. Dans ce cas, le vote est exprimé lors de l'appel du nom du votant. Après décompte, le président proclame les résultats.

En tous les cas, le résultat est inséré au compte-rendu avec les noms des votants.

Vote à scrutin secret

Le scrutin secret se déroule dans les formes suivantes.

Chaque délégué exprime son vote sur un bulletin secret. Les bulletins sont ensuite ramassés. Lorsque le président s'est assuré que tous les délégués présents ont voté, il prononce la clôture du scrutin. Les bulletins comportant les mêmes indications sont séparés puis comptés. Le président proclame ensuite les résultats.



CHAPITRE V - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement intérieur est adopté par délibération simple du comité syndical et pourra être modifié dans les mêmes formes par délibération en fonction des besoins et/ou de l'évolution législative. Il entrera en application à partir du comité syndical suivant son adoption.

